

ARCA

Exercice clos le 31 décembre 2024

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**



ARCA

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 59 boulevard Jean Jaurès – 37300 JOUE-LES-TOURS

SIREN 508 769 874

SOMMAIRE

	Pages
Rapport sur les comptes annuels	1 – 3
Comptes annuels	4 à 17



ARCA

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Siège social : 56 boulevard Jean Jaurès – 37300 JOUE-LES-TOURS

SIREN 508 769 874

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2024

À l'assemblée générale de l'association ARCA,

I - OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association ARCA relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

II - FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

III - JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

IV - VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la gérance et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

V - RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT DE L'ASSOCIATION RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

VI - RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association. Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives,

que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Tours, le 11 juin 2025

Signé par Damien Teste
Le 11/06/2025

ID: tx_qrEmYwwy13lv



AURÉO
Commissaire aux Comptes
Représentée par Damien TESTÉ

Bilan association ANC

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)		Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Capital souscrit non appelé					
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Donations temporaires d'usufruit					
Concessions, brevets, droits similaires	22 800	6 840	15 960		15 960
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles					
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	24 924	14 644	10 280	6 320	3 960
Immobilisations corporelles en cours					
Avances et acomptes					
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
Immobilisations financières					
Participations et créances rattachées					
Autres titres immobilisés	645		645	626	19
Prêts					
Autres					
TOTAL (I)	48 369	21 484	26 885	6 946	19 939
Actif circulant					
Stocks et en-cours					
Avances et acomptes versés sur commandes					
Créances					
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	94 505	4 815	89 690	135 765	- 46 075
. Créances reçues par legs ou donations					
. Autres	80 455		80 455	49 122	31 333
Valeurs mobilières de placement					
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	692 610		692 610	644 026	48 584
Charges constatées d'avance	285		285	268	17
TOTAL (II)	867 853	4 815	863 038	829 181	33 857
Frais d'émission des emprunts (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					
TOTAL ACTIF	916 223	26 299	889 924	836 127	53 797

Bilan association ANC (suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds propres			
<i>Fonds propres sans droit de reprise</i>			
. Fonds propres statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
<i>Fonds propres avec droit de reprise</i>			
. Fonds statutaires			
. Fonds propres complémentaires			
Ecart de réévaluation			
<i>Réserves</i>			
. Réserves statutaires ou contractuelles			
. Réserves pour projet de l'entité			
. Autres			
Report à nouveau	469 501	279 853	189 648
Excédent ou déficit de l'exercice	109 223	189 649	- 80 426
Situation nette (sous total)	578 724	469 501	109 223
Fonds propres consommables			
Subventions d'investissement			
Provisions réglementées			
TOTAL (I)	578 724	469 501	109 223
Fonds reportés et dédiés			
Fonds reportés liés aux legs ou donations			
Fonds dédiés	51 660	94 532	- 42 872
TOTAL (II)	51 660	94 532	- 42 872
Provisions			
Provisions pour risques			
Provisions pour charges			
TOTAL (III)			
Dettes			
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)			
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	2 674	315	2 359
Emprunts et dettes financières diverses	450	450	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	24 637	37 558	- 12 921
Dettes des legs ou donations			
Dettes fiscales et sociales	160 054	130 604	29 450
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés			
Autres dettes	36 684	73 117	- 36 433
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	35 041	30 051	4 990
TOTAL (IV)	259 539	272 094	- 12 555
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	889 924	836 127	53 797

Compte de résultat association ANC

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
Produits d'exploitation				
Cotisations	2 460	2 520	- 60	-2,38
Ventes de biens et services				
Ventes de biens	3 338	3 327	11	0,33
dont ventes de dons en nature				
Ventes de prestations de services	533 792	494 406	39 386	7,97
dont parrainages				
Produits de tiers financeurs				
Concours publics et subventions d'exploitation	450 343	557 395	- 107 052	-19,21
Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommable				
Ressources liées à la générosité du public				
Dons manuels				
Mécénats				
Legs, donations et assurances-vie				
Contributions financières				
Reprises sur les amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charge	20 765		20 765	N/S
Utilisations des fonds dédiés	79 372	48 782	30 590	62,71
Autres produits	62	73	- 11	-15,07
Total des produits d'exploitation (I)	1 090 132	1 106 503	- 16 371	-1,48
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises	2 869	2 752	117	4,25
Variations stocks				
Autres achats et charges externes	289 210	282 695	6 515	2,30
Aides financières				
Impôts, taxes et versements assimilés				
Salaires et traitements	480 564	378 037	102 527	27,12
Charges sociales	168 305	144 051	24 254	16,84
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	6 341	28 252	- 21 911	-77,56
Dotations aux provisions				
Reports en fonds dédiés	36 500	81 777	- 45 277	-55,37
Autres charges	4 748	212	4 536	N/S
Total des charges d'exploitation (II)	988 536	917 775	70 761	7,71
RESULTAT D'EXPLOITATION (I – II)	101 595	188 727	- 87 132	-46,17
Produits financiers				
De participations				
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif				
Autres intérêts et produits assimilés	8 315	5 467	2 848	52,09
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges				
Différences positives de change				
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement				
Total des produits financiers (III)	8 315	5 467	2 848	52,09
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées	152	296	- 144	-48,65
Différences négatives de change				
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (IV)	152	296	- 144	-48,65
RESULTAT FINANCIER (III – IV)	8 163	5 171	2 992	57,86

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	Total	Total		
RESULTAT COURANT avant impôts (I – II + III – IV)	109 758	193 899	- 84 141	-43,39
Produits exceptionnels				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion	5		5	N/S
Sur opérations en capital	80	1 149	- 1 069	-93,04
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	85	1 149	- 1 064	-92,60
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-85	-1 149	1 064	92,60
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les sociétés (VIII)	450	3 101	- 2 651	-85,49
Total des produits (I + III + IV)	1 098 447	1 111 970	- 13 523	-1,22
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	989 224	922 321	66 903	7,25
EXCEDENT OU DEFICIT	109 223	189 649	- 80 426	-42,41
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Dons en nature				
. Prestations en nature	7 055	2 295	4 760	207,41
. Bénévolats	7 372	7 290	82	1,12
Total	14 427	9 585	4 842	50,52
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				
. Prestations	7 055	2 295	4 760	207,41
. Personnel bénévole	7 372	7 290	82	1,12
Total	14 427	9 585	4 842	50,52

Préambule

OBJET SOCIAL DE L'ENTITE :

L'association a pour but de soutenir la recherche en criminologie et en sciences psychosociales, par le développement de trois pôles :

- le pôle Recherche et Développement composé de deux axes : le Laboratoire TIM-E et l'Institut de Formation,
- le pôle Justice Restaurative qui se décline en Centre National et Centres Régionaux afin de soutenir de manière effective le développement de la Justice Restaurative,
- le pôle Clinique.

Plus généralement, l'association a pour objet de soutenir et développer toutes opérations et actions se rapportant directement ou indirectement à l'objet social ou susceptibles d'en faciliter l'extension ou le développement sur l'ensemble du territoire.

NATURE ET PERIMETRE DES ACTIVITES OU MISSIONS SOCIALES REALISEES :

Le pôle Clinique assure des prises en charge et des suivis auprès de publics touchés par les problématiques criminelles et psychosociales. Que ce soit en individuel ou en groupe, l'ARCA propose un service d'accompagnement adapté au patient.

Notre service est ouvert à toute personne ayant une problématique psychologique sollicitant l'accompagnement par un professionnel qualifié.

Notre spécialité est l'accompagnement de personnes, majeures ou mineures, concernées par une infraction qu'elles soient auteurs, victimes, témoins ou de l'entourage de l'auteur ou de la victime.

De plus, la Clinique ARCA s'est ouverte à des problématiques psychiques générales telles que le deuil, les risques psychosociaux, les dépendances, les troubles anxieux et phobiques.

L'ARCA est également un Organisme de Formation. Nos formations, assurées par des spécialistes de leur domaine, sont à destination des professionnels tels que le personnel des Ministères, DISP, Préfectures, TGI, Cours d'Appel, des praticiens du paramédical comme du sanitaire et social.

Nos formations s'étendent de la découverte thématique jusqu'au protocole clés en main en passant par les formations se focalisant sur la posture professionnelle ou un outil spécifique.

En 2019, notre nouveau parcours de formation TIM-E a été présenté au public. Son accueil a été plus que positif et est aujourd'hui implanté dans plusieurs services.

Le pôle Recherche, quant à lui, s'intéresse au développement d'outils de protocole et de programmes d'accompagnement. Ces développements étant d'abord éprouvés en interne afin de les rendre pertinents et performants dans l'accompagnement des publics/problématiques cibles.

Ces outils sont ensuite utilisés dans la pratique quotidienne du pôle Clinique mais sont aussi proposés au sein du pôle Formation, comme par exemple la réalité virtuelle (FRED), des grilles d'évaluation spécifiques avec en 2019 un outil ayant pour focale les Violences conjugales (AFFECT) ou encore notre protocole adapté à la criminologie (TIM-E).

Par ailleurs, le pôle Recherche propose la mise en place de diagnostics avec pour objectif de comprendre, analyser et permettre la mise en place d'actions et outils adaptés.

Lancée en 2022, la plateforme de Justice Restaurative a poursuivi son développement en 2023 et a su se faire une place au sein de la JR.

Cette dernière a pour but de promouvoir la Justice restaurative et de jouer un rôle de pivot au niveau des orientations et de lutter contre les freins. La plateforme a permis de sensibiliser un plus grand nombre de professionnels (SPIP, association d'aide aux victimes, association de contrôle judiciaire, la PJJ ou encore des professionnels indépendants, des retraités, des étudiants). Elle a également été sollicitée pour la mise en place de médiations restauratives et a travaillé sur un outil d'accompagnement spécialisé pour les mineurs de 6 à 12 ans.

L'ARCA officie sur l'ensemble du territoire français mais également à l'étranger en partenariat avec d'autres structures ou professionnels.

MOYENS MIS EN ŒUVRE :

En 2024, l'ARCA, implantée à Joué-lès-Tours, comptabilisait 14 salariés. S'ajoute à cela, une équipe de libéraux intervenant sur des actions ponctuelles.

L'ARCA travaille principalement avec les instances publiques telles que le Ministère de l'Intérieur, le Ministère de la Justice, les services pénitentiaires mais également les associations et les entreprises privées, la CAF ou la CNMSS. Ce sont des partenariats historiques et importants.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 889 924 €.

Le résultat net comptable est un excédent de 109 223 €.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis par les dirigeants.

Evènements significatifs et faits caractéristiques de l'exercice

Les faits caractéristiques de l'exercice sont les suivants :

PROFESSIONNALISATION ET DEVELOPPEMENT :

En 2024, l'ARCA poursuit son perfectionnement dans la gestion RH avec la mise en place d'une solution informatique pour les notes de frais des salariés.

Elle a également mis en développement une application (en cours de test) pour l'évaluation criminologique et se penche à nouveau sur le développement de FRED (transposition vers un autre hardware de RV autonome).

ADHERENTS DE L'ASSOCIATION :

L'ARCA a engagé un processus d'ouverture de l'association à des adhérents, depuis le mois de septembre 2020, et comptabilise 2 460 € de cotisations d'adhérents relatives à l'exercice 2024.

SECTORISATION :

L'ARCA a mis en place une sectorisation par activité à compter du 1er janvier 2022.

A compter de cette date, l'ARCA a dissocié ses activités lucratives et non lucratives, grâce à une comptabilité analytique par projets.

Pour cette année 2024, il ressort du secteur lucratif, un bénéfice imposable de 2 998 €, engendrant un IS à payer de 450 € (taux d'IS à 15%).

RAPPEL DES FAITS CARACTERISTIQUES DES EXERCICES ANTERIEURS :

Procédure de redressement judiciaire :

Pour rappel, l'association ARCA a été placée sous le bénéfice d'une procédure de Redressement Judiciaire à compter du 1er août 2019.

La continuité d'exploitation n'a jamais été compromise compte tenu du maintien des financements, des perspectives d'activité et des restructurations de l'association opérées.

La période d'observation a été renouvelée une dernière fois jusqu'au 30 avril 2021.

Le projet de plan de redressement a été présenté au Tribunal de Grande Instance de Tours le 15 avril 2021 et arrêté le 29 avril 2021.

Principes, règles et méthodes comptables

METHODE GENERALE :

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Immobilisations corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) sous déduction des rabais, remises, ristournes et des escomptes de règlement ou à leur coût de production comprenant le coût d'acquisition des matières consommées, les charges directes et indirectes de production ou à leur valeur vénale.

Immobilisations financières :

La valeur brute est constituée par le coût d'acquisition.

Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constituée du montant de la différence.

Créances :

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée, lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Contributions volontaires :

L'association comptabilise les contributions volontaires en nature.

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la convention collective.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus.

Notes sur le bilan actif

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	6 000	16 800		22 800
Immobilisations corporelles	16 548	8 726	350	24 924
Immobilisations financières	626	19		645
TOTAL	23 174	25 545	350	48 369

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles	6 000	840		6 840
TOTAL II				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	10 228	4 686	270	14 643
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	10 228	4 686	270	14 643
TOTAL GENERAL (I+II+III)	16 228	5 526	270	21 483

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances			
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	94 505	94 505	
Autres créances	80 455	80 455	
Charges constatées d'avance			
TOTAL	174 960	174 960	

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	20 580
Subventions/financements	52 561
Autres produits à recevoir	27 894
TOTAL	101 035

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	24 765	815	20 765	4 815
Comptes financiers				
TOTAL	24 765	815	20 765	4 815

Notes sur le bilan passif

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	279 853	189 649			469 501
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	189 649	-189 649	109 223		109 223
Dont générosité du public					
Situation nette	469 501		109 223		578 724
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	469 501		109 223		578 724
TOTAL dont générosité du public					

Analyse des fonds dédiés

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	94 532	36 500	79 372			51 660	
TOTAL	94 532	36 500	79 372			51 660	

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit	2 674	2 674		
Dettes financières diverses	450	450		
Fournisseurs	24 637	24 637		
Dettes fiscales et sociales	160 054	160 054		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	36 684	15 716	20 969	
Produits constatés d'avance	35 041	35 041		
TOTAL	259 539	238 571	20 969	

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	12 532
Dettes fiscales et sociales	127 776
Autres dettes	1 275
TOTAL	141 583

Notes sur le compte de résultat

Subventions d'exploitation

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	Montant notifié N	Montant perçu N	Montant restant à percevoir en N+1	Montant perçu d'avance en N	Montant perçu d'avance en N-1
CAF TOURAINE		7 930	7 492	438		
SADJAV		40 000	40 000			
DGFIP		114 000	85 500	28 500	20 000	7 584
DRFIP		228 790	228 790		7 500	74 193
DDFIP		27 000	27 000		9 000	
DEPT HAUTS DE SE		9 000	9 000			
STEMO PJJ OISE		4 200		4 200		
CNAM		19 423		19 423		
	TOTAL	450 343	397 782	52 561	36 500	81 777

Tableau relatif aux produits et charges exceptionnels

	Net
Produits exceptionnels	
Sur opérations de gestion	
Produits de cession des éléments d'actif	
Produits sur exercices antérieurs	
Reprises sur provisions et transferts de charges	
Charges exceptionnelles	
Sur opérations de gestion	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	80
Dotations aux provisions	
Charges sur exercices antérieurs	
Résultat exceptionnel	- 80

Autres informations

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 440 €.

Tableaux – Organisme de formation

TABLEAU I : Ressources de l'organisme

Origine des fonds	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en K€	en %	en K€	en %
I – Ressources provenant des entreprises et administrations pour leurs salariés et des particuliers				
Entreprises	28	16.52	11	8.09
Etat, Collectivités locales, étab.pub	56	33.09	62	44.04
Entreprises : via FONGECIF, OMA, FAF				
Particuliers	12	7.06	7	4.84
Sous total I	96	56.68	81	56.96
II - Ressources provenant des pouvoirs publics				
Instances européennes Etat			7	5.18
Régions				
Autres collectivités territoriales	64	37.85	51	36.04
Sous total II	64	37.85	58	41.22
Autres organismes de formation	9	5.47	3	1.82
Autres ressources				
Sous total III	9	5.47	3	1.82
Total des ressources	170	100	142	100

TABLEAU II : Décomposition des actions de formation par finalité

FINALITE DES ACTIONS	Volumes financiers			
	Montant (N)		Montant (N-1)	
	en K€	en %	en K€	en %
Diplômantes (1)				
Perfectionnement professionnel et qualifiant (2)	170	100	142	100
Insertion sociale				
Total	170	100	142	100

TABLEAU III Convention de ressources publiques affectées

Convention	Montant initial	SUIVI D'EXECUTION		
		Solde au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Solde en fin d'exercice
Min Justice	5500		5500	0